A Nice, le Lundi 29 Juin 2020

A Monsieur le Recteur de l'Académie de Nice,

Objet : Demande de régularisation de diverses situations d'agent-es.

Courant avril nous vous avons adressé différentes demandes auxquelles vous n'avez jamais répondues.

Depuis, nous sommes alerté-es régulièrement par les agent-es du rectorat sur des situations non réglementaires qui nécessitent des réponses urgentes car elles concernent principalement les agent-es ayant les plus faibles revenus.

Ainsi, nous vous demandons de bien vouloir nous éclairer sur les points suivants :

1. Durant la période d'état d'urgence sanitaire, plusieurs agent-es publics titulaires d'ASA, ont effectué des heures de travail alors que leur hiérarchie n'aurait pas dû leur demander de travailler. Quelles sont les mesures prises par votre cabinet pour régulariser ces situations ?
2. Depuis le 16 mars, les heures travaillées n'ont pas été régularisées sur le logiciel Bodet, dont la gestion est assurée par Mme [REDACTED]. Les agent-es attendent toujours la mise à jour de leurs comptes Bodet afin de pouvoir connaître l'état de leurs heures et éventuellement récupérer les heures supplémentaires enregistrées avant le 16 mars. Le 24 avril, dans un courriel, Madame [REDACTED] écrivait qu'elle travaillait avec [REDACTED] à la régularisation d'environ 300 agents. Depuis, rien n'a été entrepris. Nous exigeons une régularisation immédiate.
3. Plusieurs agent-es ont été réquisitionné-es durant la période du confinement. Certain-es, y compris dans le cadre du PCA, ont travaillé sur des plages horaires très élargies, et de fait ont cumulé des heures supplémentaires pendant la période de confinement et au-delà. Ils-elles demandent la régularisation immédiate de ces heures en vue de pouvoir les récupérer avant le 31 août, conformément à la note interne sur l'organisation du temps de travail.
4. Les deux notes du 9 avril et 2 juin font référence au remboursement des frais de repas pour les seul-es agent-es mobilisé-es dans le cadre du PCA. L'ensemble des agent-es du rectorat a assuré les missions nécessaires au bon fonctionnement de l'administration, soit en travail à distance soit en présentiel sur le site, raison pour laquelle il serait séant d'élargir le dispositif à l'ensemble des agent-es durant le confinement et au-delà du 11 mai.

../..

../..

5. Compte tenu du fait que certain-es agent-es n'ont pas eu connaissance des deux notes internes relatives au remboursement des frais de repas, nous demandons une communication centrale (par ex: affichage dans chaque service) des services mobilisés dans le cadre du PCA permettant aux agent-es de prendre connaissance des droits afférents aux circulaires. Cette communication doit être faite afin d'assurer l'égalité de traitement entre tous les agent-es de l'administration centrale, d'autant plus qu'il n'y a toujours pas de restauration sur place.

6. Si une nouvelle période de confinement venait à se produire, nous souhaitons connaître les mesures envisagées par votre cabinet en termes de gestion de travail à distance pour l'ensemble des agent-es. Le travail à distance ne peut, en aucun cas, être considéré comme du "télétravail".

Nous attendons des réponses claires et rapides ainsi que la régularisation immédiate de l'ensemble des points relevés.

Veillez agréer, Monsieur le Recteur, l'expression de nos sentiments très respectueux.

Oliver Gérard

*Pour la CGT Educ'Action de l'académie de NICE,
Secrétaire Académique*